

PROBLÈMES ET PERSPECTIVES D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE ET DURABLE EN R.D. CONGO

PROBLEMS AND PROSPECTS FOR INCLUSIVE AND SUSTAINABLE ECONOMIC GROWTH IN DRC

KAZADI MBUYAMBA Kevin

Professeur à l'Université Catholique du Congo (UCC)

+243) 821222112

kevinkmrz@gmail.com

Kazadi Mbuyamba, K. (2026). *Problèmes et perspectives d'une croissance économique inclusive et durable en R.D. Congo*, *Revue d'Economie, de Gestion et Développement et Revue Internationale de Management et d'Economie* « Volume 1: Numéro 2 » pp : 140-160.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License





RÉSUMÉ

Cet article poursuit un triple objectif : le premier est de présenter la situation de la qualité de la croissance économique de la RDC ainsi que sa capacité à réduire la pauvreté et les inégalités. Le deuxième s'est penché sur l'évaluation de la croissance économique de la RDC. Cette évaluation de l'inclusivité est effectuée sur le plan sectoriel, géographique et financier. Enfin, l'article relève quelques défis pouvant favoriser l'inclusion de la croissance en RDC et propose quelques pistes des solutions. Les résultats obtenus démontrent que la croissance économique de la RDC n'est pas inclusive que sur le plan sectoriel financier et géographique.

Mots clés : Croissance économique, pauvreté, inégalités, inclusion, exclusion

ABSTRACT

This article pursues a triple objective: the first focused on presenting the situation of the quality of economic growth in the DRC as well as its capacity to reduce poverty and inequalities. Secondly, it focused on the evaluation of the economic growth of the DRC. This evaluation of inclusiveness is carried out on a sectoral, geographical and financial level. Finally, the article identifies some challenges that could promote the inclusion of growth in the DRC and proposes some possible solutions. The results obtained demonstrate that the economic growth of the DRC is not inclusive on the financial and geographical sectoral level.

Keys words: Economic growth, poverty, inequalities, inclusion, exclusion

INTRODUCTION

La recherche d'une croissance économique inclusive demeure une préoccupation constante et majeure tant au niveau national que continental. Or, la croissance ne peut se concevoir sans investissement au préalable et donc sans accumulation de capital (Cohen, 2003). Si la croissance ne peut se concevoir sans investissement, elle résulte également du progrès technique et de la recherche-développement. Ceux-ci contribuent à bouleverser profondément les structures économiques et sociales.

Cependant, l'histoire des trente glorieuse, la France et l'Europe ont connu une croissance économique exceptionnelle. Depuis, les phases de croissance ont été plus limitées. Or, sans croissance, le développement est impossible et il est plus difficile d'améliorer les conditions de vie des populations. Il est donc nécessaire de s'interroger sur les sources de croissance, d'en comprendre le mécanisme et d'expliquer sa capacité à réduire la pauvreté et les inégalités.

En effet, la croissance pro-pauvres a été présentée il y a trois décennies comme celle qui permettrait de réduire la pauvreté et les inégalités dans les pays en développement. Cette croissance, a focalisé ses stratégies de développement sur les pauvres de façon à ce qu'ils bénéficient plus de la création des richesses que les riches (J.P Lachaud 2003). L'application des politiques pro-pauvres a abouti à la réduction de la pauvreté mais, elle a accru les inégalités. Ces dernières, ne représentaient qu'une préoccupation secondaire tant qu'il était largement admis que, l'ouverture sur l'extérieur aurait un effet « égalisateur » (LOKOTA et al., 2015). C'est ce qui pousse Ali et Son d'affirmer que : « ce changement progressif s'explique notamment par un constat brutal, à savoir qu'un bon taux de croissance et une réduction substantielle de la pauvreté n'empêchent pas une aggravation de l'inégalité des revenus » (Ali et Son, 2016).

Aujourd'hui, l'inclusivité de la croissance est d'actualité pour corriger les inégalités induites par les stratégies pro-pauvres, en créant des opportunités égales et en facilitant un accès à toutes les couches de la population à ces opportunités créées. En RDC, cette croissance pro-pauvres a été matérialisée au cours de ces deux dernières décennies à travers le DSCR I et II (Ministère de Plan RDC, 2006, et 2011). Ces deux programmes ont porté une croissance économique robuste en 2014 (9,5%) largement supérieur à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne. Malgré le recul de quelques points de la pauvreté, celle-ci a augmenté les inégalités. D'après l'indice de Gini calculé, on note 58% des richesses sont détenues entre les mains de 30% de la population et 70% se partage 42% (KAZADI K., 2021) des richesses. Bref, la croissance n'a pas réduit significativement la pauvreté et les inégalités.

De ce qui précède, la croissance économique inclusive démure une préoccupation majeure visant à rendre les opportunités créées égales à toutes les couches de la population. C'est ainsi que cet article s'interroge sur la capacité de la croissance économique de la RDC à créer les richesses et à les rendre égales à toutes les couches de la population. Concrètement, notre question principale est celle de savoir : ***la croissance économique de la RDC est-elle inclusive ou pas ?*** A cette question, s'ajoute trois autres spécifiques à savoir :

Quels sont les facteurs structurels et institutionnels qui bloquent cette inclusivité de la croissance en RDC ? Quelles sont les perspectives pour une croissance durable et inclusive ? A ces questions, nous avons formulées les hypothèses suivantes :

- **Hypothèse principale** : la croissance économique de la RDC ne serait pas inclusive car les opportunités créées ont été redistribuées de manière inégale, ne garantissant pas un accès à toutes les couches de la population aux services sociaux de base. Aussi, cette croissance serait tirée essentiellement du secteur minier qui n'engage moins de main d'œuvre. Cette hypothèse serait vérifiée par l'approche d'Ali et Son.
- **Hypothèses spécifiques** : **H₁** : L'inclusivité de la croissance dépendrait de la qualité des institutions publiques, de la bonne gouvernance, de l'investissement massif dans les secteurs sociaux (santé, éducation, logement, etc.). La dépendance au secteur minier empêcherait le développement des secteurs intensifs en main d'œuvre tels que l'agriculture, manufacture etc), créant une exclusion sociale et accentuant les inégalités.
- **H₂** : Pour renverser la tendance, il faudrait des institutions publiques de qualité, une bonne gouvernance et un investissement massif dans les secteurs à main d'œuvre intensif. Le secteur minier doit jouer un rôle important pour le développement des autres secteurs économiques capable de neutraliser les effets d'exclusion de la croissance.

1. REVUE DE LITTÉRATURE

ACEMOGLU et al. (2013), démontre que la durabilité d'une croissance économique réside dans sa capacité à intégrer les populations marginalisées. Dans ce sens, en Afrique Subsaharienne, ce concept de croissance inclusive doit impliquer une transformation structurelle de capital humain. Cela se traduit par la qualité des institutions publiques et la bonne gouvernance. ABAHAM G. (2021), a analysé l'évolution des sociétés développées depuis le siècle, et a étudié le rôle des facteurs économiques qui déterminent la croissance.

A cet effet, la problématique de la croissance, pauvreté et inégalités ne remonte pas d'aujourd'hui. L'histoire économique du Moyen âge au XVII^{ème} siècle, fait apparaître d'amples fluctuations dans le niveau de vie plutôt qu'un progrès soutenu. Au cours des années 1500 à 1700, le rythme de progression, très faible par rapport aux normes actuelles, fut cependant bien meilleur qu'au cours du millénaire précédent. Les accroissements sont si lents qu'ils ne sont pas perceptibles aux contemporains.

Dans ce contexte, pour COHEN (2022), un développement sans croissance est théoriquement possible, mais la croissance s'avère nécessaire au développement. Elle permet de réduire la pauvreté et les inégalités et le développement à son tour peut stimuler la croissance économique. Pourtant certains connaissent en même temps un taux de croissance élevé accompagné d'une dégradation de condition des conditions de vie. C'est le cas de la RDC vers les années 1979 et 2014, les taux de croissance estimés étaient respectivement de 9,8% et 9,5% accompagné d'une dégradation de conditions de vie, le taux de pauvreté et des inégalités étaient en augmentation sans une politique effective de redistribution des revenus.

Par ailleurs, même si la relation de corrélation allant des inégalités, de la pauvreté vers la croissance économique est l'objet de débats, la situation qui prévaut dans plusieurs pays en développement met en évidence l'impact négatif de certaines formes d'inégalités sur la croissance. Par exemple, les expériences comparées de la Corée du sud et de Taiwan d'une part, du Brésil ou du Mexique d'autre part, suggèrent que la répartition plus égalitaire des terres dans deux premiers est favorable à l'amélioration de la productivité et au développement des marchés intérieurs. De la même façon, un meilleur accès à l'éducation augmente le niveau général de capital humain, facteur de croissance économique. De ces deux expériences, les inégalités d'accès à la terre, au crédit et au travail privent les plus pauvres de la possibilité d'éduquer leurs enfants et des opportunités d'entreprendre des projets d'investissement.

En fournissant une analyse approfondie des relations existantes entre les trois concepts (pauvreté, inégalité et croissance), BOURGUIGNON (2014) et a pu éclairer ce débat. Il s'interroge sur la nature même cette relation : *est-ce que la croissance économique réduit-elle la pauvreté ? Ou augmente-t-elle plus d'inégalités ? Est-ce que ces inégalités pourraient influencer la croissance économique de manière à la ralentir ou l'accélérer ?* L'objectif pour Bourguignon est d'évaluer le niveau d'indépendance ou d'interaction entre la croissance et la répartition des revenus, ainsi que de repérer les voies de transmission des divers effets.

La plupart des études portant sur la relation entre la croissance, la pauvreté et les inégalités (comme ceux de Ravallion et Chen, Dollar et Kraay n'ont pas été principalement axées sur l'Afrique qui est le continent possédant aujourd'hui une forte prévalence de la pauvreté. Cependant, de nos jours, la disponibilité des données a permis à Dubois de réaliser des études importantes sur l'Afrique Subsaharienne à ce sujet. La transition d'une situation à l'autre entraîne d'abord une augmentation des inégalités, puis une diminution de celles-ci. On observe également que la croissance économique n'agit pas de la même façon sur les inégalités en raison de différences du niveau de revenu.

La croissance augmente les disparités dans les pays pauvres tandis qu'elle les diminue dans les pays à revenu élevé. DUBOIS JL (2010) a mené ses travaux sur un échantillon de 46 pays Africains et voici les résultats obtenus : Il convient de remarquer que l'évolution du PIB réel, qui retrace la richesse nationale, a été positive entre 1980 et 1995 dans la majorité des pays, soit 40 sur les 46 pour lesquels nous avons des informations. Seuls six pays ont enregistré des taux d'augmentation négatifs : la Sierra Leone dont le PIB a stagné sur la période, le Niger, le Zaïre (RDC), São Tomé e Príncipe, le Liberia et le Rwanda dont le PIB réel a décliné de plus de 28 % en 15 ans. Par conséquent, plus de 25 % de la population a vécu dans des pays en croissance moyenne et forte, tandis que près de 55 % sont dans des pays en croissance faible, où la stagnation et la récession économique ne touchent que 20 % de la population.

Sur le plan de l'augmentation du produit national, les vingt dernières années ont donc été caractérisées par une grande diversité sur le continent africain. De manière générale, les pays qui ont connu une croissance régulière, plus ou moins forte, sont plus favorisés que ceux qui ont connu de fortes variations, souvent consécutives aux cours des matières premières, les phases de décroissance annihilant alors l'effet des phases de croissance. Toutefois, les résultats sont fondamentalement différents lorsque l'on considère l'augmentation démographique sur la même période afin d'en déduire l'évolution du PIB réel par habitant. On constate qu'en moyenne, la population a augmenté de 2,55% chaque année pour l'ensemble des pays, alors que le taux de croissance moyen du PIB réel a été de 2,46 %. Il en résulte que l'accroissement de production a été absorbé par un accroissement légèrement supérieur de la population, entraînant une baisse de la richesse par tête. D'autre part, la croissance de la population varie beaucoup d'un pays à l'autre allant de 0,1% en moyenne par an, dans le cas des Seychelles, à près de 3,8 % dans celui de la Gambie. Le niveau de vie s'est donc dégradé pour une proportion importante de la population alors que la plupart des pays ont connu des phases de croissance sur la période. Ce manque de liaison entre les performances macroéconomiques et le vécu des populations se retrouve dans les évolutions de la pauvreté.

Par ailleurs, constatant les échecs des stratégies préconisées par les organisations internationales, William Easterly ancien fonctionnaire de la Banque mondiale s'appuyant sur les études de Lant Pritchett et Lavy Summers, qui ont mis à jour une corrélation forte entre la croissance économique et les changements de la mortalité infantile. Ils ont fait ressortir un troisième facteur invariant dans le temps pour chaque pays et qui pouvait être la « la culture » ou les « les institutions ». Ils soutiennent que l'augmentation du revenu est la cause de la baisse de la mortalité infantile, et on l'inverse. Pour cela, il faudrait des institutions fortes capables de renverser la tendance. Rétrospectivement, cela ne semble pas surprenant pour que la pauvreté augmente avec la croissance, il faudrait alors une accentuation des inégalités. C'est pour cela que WILLIAM EASTERLY (2006) estime qu'il existe deux voies qui permettent d'améliorer la situation des pauvres :

« Soit le revenu est redistribué des riches vers pauvres, soit la croissance accroît le revenu des riches comme celui des pauvres. Ces découvertes suggèrent qu'en moyenne, pour les pauvres, la croissance a été une planche de salut bien plus solide que la distribution ».

Dans cette même logique, MARTIN RAVALLION et al. (2012) ont recueilli des données sur les périodes de croissance économique et l'évolution de la pauvreté pour les années 1981 à 1999 en Indonésie, la situation entre 1984 et 1996 a atteint 73% de la croissance économique, or en 1993 la proportion de personnes en dessous du seuil de pauvreté n'était que le quart de celle de 1984.

En République Démocratique du Congo, cet article s'appuie sur les travaux de Laurent Luzolele et de Bernard Kabatusuila (2000), KABUYA et al. (2025) et constitue un prolongement de leurs résultats. Les causes de la pauvreté en RDC peuvent être résumées dans la pensée de Vanderschueren. Il les résume en trois catégories : sur le plan macro-économique et politique, la mauvaise gestion, la corruption des dirigeants, manque d'organisation des capacités élémentaires pouvant permettre à un individu de mener le genre de vie qu'il a raison de souhaiter. Sur le plan économique national et international, la mondialisation et libéralisation des économies, le pillage par des sociétés multinationales qui rapatrient leurs bénéfices dans les pays riches dont elles sont issues. Les programmes d'ajustement structurel font émerger de nouveaux pauvres en RDC suite aux plans sociaux, l'échange inégal, le service de la dette, la surpopulation.

Dans cette perspective, KANKWENDA et al. (2023) ont mené une étude sur l'analyse d'impact des politiques de diversification économique et du capital humain en Afrique Centrale. Les résultats obtenus montrent que les subventions accordées à l'agro-industrie produisent des effets multiplicateurs sur les revenus ruraux, trois fois supérieurs à ceux des investissements miniers. Partant de cette recherche, il est bien clair que la RDC doit diversifier son appareil productif et accorder une attention particulière aux secteurs sociaux de base capable de réduire la pauvreté et les inégalités. Par ailleurs, NLANDU (2024), a analysé l'impact de la qualité des institutions publiques basées sur les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, les résultats obtenus démontrent que la corruption affaiblit les investissements privés. Ces résultats viennent renforcer le rôle important que doit jouer les institutions dans la redistribution des revenus et les politiques sociales. Dans cette même logique, KABUYA et al. (2025), ont effectué également une étude sur l'approche par indice d'opportunité sociale, les résultats obtenus démontrent que les gains de productivité minière sont neutralisés par des inégalités de Gini proches de 0,5.

2. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE ET ÉPISTÉMOLOGIQUE

2.1. Démarche méthodologique

L'analyse des déterminants de la croissance économique inclusive en RDC s'inscrit dans le prolongement des théories de croissance endogène porté par ROMER (1986), LUCAS (1988) ; et de l'économie institutionnelle porté par ACEMOGLU (2012). Pour évaluer en premier lieu, la nature la croissance économique de la RDC si elle est inclusive ou pas nous avons opté pour l'approche d'Ali et Son (2016) dont la démarche méthodologique consiste à mesurer l'inclusivité de la croissance en combinant la croissance du revenu moyen et la distribution, grâce à une matrice d'inclusion. La démarche consiste à :

- L'analyse de population : classer la population par ordre croissant des revenus, par la suite comparer le niveau de niveau de vie.
- Calcul mathématique : la fonction d'opportunité sociale varie au gré de quatre facteurs à savoir : l'éducation mesurée par le taux d'alphabétisation, l'emploi mesuré par le taux d'emploi, le niveau des revenus approché par la consommation annuelle des ménages et la santé mesurée par l'Espérance de vie. Pour eux, il y a croissance inclusive :

$Y = O(1-G)$ avec : Y = fonction du bien-être ; O : revenu moyen par habitant ; G : indice de Gini. On a pour la prise décision :

- Si $\Delta Y > \Delta O$, la croissance est inclusive ;
- $\Delta Y < \Delta O$, Il y a des opportunités réparties inégalement ; non inclusive.

En deuxième lieu, pour vérifier notre hypothèse principale ainsi que d'autres hypothèses spécifiques en étudiant la relation des variables, nous avons construit un modèle basé sur la régression linéaire multiple par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Théoriquement le modèle est écrit :

$$\Delta Pauvr\acute{e}t\acute{e}_t + \beta_0 + \beta_1 \Delta PIB_minier_t + \beta_2 \Delta PIB_{nonminier_t} + \beta_3 Gouv_t + \beta_4 D\acute{e}p_Social_t + \varepsilon_t;$$

avec :

- $\Delta Pauvr\acute{e}t\acute{e}_t$: taux de variation de l'incidence de pauvreté (indice de capital humain au temps t).
- ΔPIB_minier_t et $\Delta PIB_{nonminier_t}$: Taux de croissance respectivement du secteur extractif minier et hors minier.
- $Gouv_t$: Indicateur synthétique de qualité des institutions (contrôle de la corruption et de l'efficacité de l'Administration).
- $D\acute{e}p_Social_t$: Part du budget de l'Etat allouée à l'éducation et à la santé publique.
- ε_t : Terme d'erreur résiduel.

2.2. Approche épistémologique de la recherche

Cette recherche s'inscrit dans une approche positiviste et adopte une démarche hypothético-déductive dans la mesure où, notre objectif est de valider statistiquement les relations de causalité énoncées dans nos hypothèses à partir des données factuelles objectives en construisant un modèle MCO.

2.3. Choix des variables et sources des données

Pour bien mener notre recherche, notre échantillon composé des données secondaires annuelles couvrant la période de 1985 à 2025 soit 40 ans. Les séries chronologiques sont extraites sur base des données de la Banque Mondiale, Fonds Monétaire International (FMI), Banque Centrale du Congo (BCC) et les rapports des ministères de plan et de budget RDC. Le détail se présente dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Choix des variables et sources des données

Nature économétrique	Nom de la variable	Code modèle	Indicateur de mesure	Sources des données
Variable dépendante	Incidence de la pauvreté	Pauvreté	Mesure le taux de variation annuel de la population vivant sous le seuil de 2,15\$	Banque Mondiale
Variable indépendante1	Croissance minière	PIB_ minier	Taux de croissance annuel du PIB réel issue de l'extraction minière	Banque Centrale du Congo, Banque Mondiale, Ministère de plan RDC
Variable indépendante2	Croissance hors secteur minier	PIB_ Non minier	Taux de croissance annuel du PIB réel hors secteur minier	Banque Centrale du Congo, Banque Mondiale, Ministère de plan RDC
Variable de contrôle 1	Qualité des institutions	Gouv	Indice synthétique de l'efficacité gouvernementale et de contrôle de la corruption	Fonds Monétaire International (FMI) , Banque Mondiale
Variable de contrôle 2	Investissement social	Dép.- Social	Part des dépenses publiques allouée à l'éducation et santé	Ministère de Budget RDC

Source : élaboré par nous-mêmes

3. ANALYSE QUANTITATIVE ET DISCUSSIONS DES RÉSULTATS

3.1. Evaluation de l'inclusivité de la croissance en RDC de 1985 à 2025

Pour évaluer la situation de l'inclusivité de la croissance en RDC, nous avons recouru à l'approche d'Ali et Son (matrice d'inclusivité) ; ensuite à l'Indice de qualité de croissance proposé par Tapsoba. Elle a été approfondie sur le plan financier, géographique et social.

3.1.1. Résultats de l'évaluation par l'approche d'Ali et Son

Tableau 2 : Matrice d'inclusivité de la croissance de la RDC de 1985 à 2025

VARIABLES DE L'ETUDE	CREATION DES OPPORTUNITES (Dȳ)	ACCES A CES OPPORTUNITES (DÖ)	DECISION
Taux d'alphabétisation Hommes	$d\bar{y} = -0,2506 < 0$	$d\bar{O} = 0,363 > 0$	Pas d'inclusivité, il égalité d'accès aux opportunités pour les hommes contre une absence de nouvelles opportunités.
Taux d'alphabétisation Femmes	$d\bar{y} = -0,16428 < 0$	$d\bar{O} = 0,457 > 0$	Pas d'inclusivité, il égalité d'accès aux opportunités pour les femmes contre une absence de création de nouvelles opportunités.
Taux d'emploi Hommes	$d\bar{y} = 0,00344726 > 0$	$d\bar{O} = 0,19 > 0$	Inclusivité, il y a eu création des opportunités et égalité d'accès pour les hommes.
Taux d'emploi Femmes	$d\bar{y} = -0,08042341 < 0$	$d\bar{O} = 0,85 > 0$	Pas d'inclusivité, existence des opportunités accompagnées d'une inégalité dans l'accès à ces opportunités
Consommation annuelle des ménages	$d\bar{y} = 0,123101 > 0$	$d\bar{O} = -0,7419 < 0$	Pas d'inclusivité, il y a existence des opportunités mais réparties de manière inéquitables.
Espérance de vie	$d\bar{y} = -0,06077 < 0$	$d\bar{O} = 0,8436 > 0$	Pas d'inclusivité, il y a égalité de vivre plus longtemps mais les opportunités pour y arriver sont inégalement réparties.

Source : Calculé à partir de l'approche de l'inclusivité d'Ali et Son

Partant des résultats obtenus à travers cette matrice et au regard, nous pouvons affirmer qu'il n'y a **pas inclusivité** de la croissance pour la période examinée. Nous avons noté pour la plupart de cas, l'existence des opportunités qui sont malheureusement inégalement réparties.

3.1.2. Evaluation de l'inclusivité sur le plan social, géographique ; et financier

Sur le plan social, la croissance ne cause pas sur l'emploi, pauvreté et les inégalités car la probabilité associée est supérieure à 5% ($0.2676 > 0.05$). Sur le plan géographique, il n'y a **pas d'inclusivité**, nous remarquons que la plupart des activités économiques (plus de 60%) sont concentrées entre Kinshasa et Katanga qui contribuent en moyenne de 50% dans le PIB. Et, sur le plan financier, seulement 48 % de la population sont concernés par l'inclusion financière, à raison de 36% dans le secteur formel (12% auprès des banques et 24% dans des institutions financières non bancaires) et de 12 % dans le secteur informel. A contrario, l'exclusion financière s'élève à 52 % en RDC. Ces résultats ouvrent à de nouvelles perspectives en s'interrogeant sur le bilan des stratégies de développement qui accompagne cette croissance mais aussi sur les défis et opportunités qu'offre la croissance économique de la RDC.

3.2. Présentation du modèle MCO et discussions des résultats

L'estimation du modèle construit se présente sous la forme de l'équation suivante :

$$\Delta \text{Pauvreté}_t = -0.85 + 0.04 \Delta \text{PIB}_{\text{minier}_t} - 0.45 \Delta \text{PIB}_{\text{non minier}_t} - 0.12 \text{Gouv}_t - 0.05 \text{Dép. Social}_t + \varepsilon_t$$

Ainsi, d'après ce modèle, le coefficient associé au secteur minier ($\beta_1 = +0.04$), valide automatiquement notre hypothèse principale selon laquelle la croissance économique en RDC dépend essentiellement du secteur minier. Et, celui-ci, n'engage moins de main d'œuvre. En d'autres termes, la croissance économique tirée du secteur minier ne génère aucune réduction de la pauvreté durant la période examinée car la probabilité associée est très faible. A l'inverse, le secteur hors minier et essentiellement agricole présente un coefficient ($\beta_1 = -0.45$), ce qui signifie que chaque point positif de croissance agricole ou manufacturière réduirait la pauvreté de 0.45%.

Cependant, ce secteur reste étouffé et ne reçoit pas assez d'investissement conséquent. A titre de rappel, le secteur agricole est corrélé à 90% à la réduction de la pauvreté et des inégalités en RDC dans la mesure où il intègre une grande couche de la population exclue du système économique formel. Enfin, la faible performance des dépenses sociales ($\beta_1 = -0.05$) qui s'explique du fait que l'indice de gouvernance est très faible pour améliorer le capital humain. Dans ce sens, en dépit d'une croissance économique tirée sur le secteur minier, la réussite d'une inclusivité dépend également de la qualité des institutions et de la bonne gouvernance.

Par ailleurs, ces résultats sont liés aux hypothèses H_1 et H_2 dans la mesure où la croissance économique de la RDC est caractérisée par une faible élasticité de la pauvreté et des inégalités par rapport au PIB. Une grande partie des richesses nationales est accaparée par l'industrie extractive.

En outre, la robustesse de ce modèle est validée à travers le Test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) où toutes les variables en taux de variation sont stationnaires à niveau au seuil de 5%, ce qui suppose l'absence de régression Heights fallacieuse. Aussi, le test de Breusch-Pagan indique l'absence d'hétéroscédasticité ($p > 0.05$). Enfin, le test de Durbin-Watson est proche de 2.01 confirmant l'absence d'autocorrélation de premier ordre des résidus.

3.3. Les Problèmes de non inclusivité de la croissance économique de la R.D. Congo

La croissance économique inclusive se fonde sur plusieurs piliers notamment le climat des affaires, la stabilité macroéconomique et des institutions, le plein emploi, la bonne gouvernance et la diversification de l'économie. Ces éléments énumérés constituent une faiblesse majeure de non inclusivité de la croissance économique de la RDC. La RDC se caractérise par l'absence d'une bonne gouvernance pouvant inciter les citoyens à participer pleinement à la prise de décision ; elle se caractérise également par l'absence des infrastructures de base (par exemple les routes de déserte agricole), l'instabilité des institutions, l'instabilité macro-économique et l'absence des emplois de qualité.

Prenant en compte la situation de climat des affaires, le pays est toujours classé au bas de l'échelle malgré divers efforts, il est loin de sortir de gouffre afin d'attirer les investisseurs pour mobiliser les capitaux nécessaires à la politique de réduction de pauvreté des inégalités. La multiplicité des avantages accordés aux investisseurs ne suffit pas à attirer le potentiel. C'est pourquoi, cet article propose la stabilité politique et macroéconomique à long terme gage d'une fondation de l'inclusion sociale et de relance de la production. Cette durabilité permettra aux investisseurs de projeter leurs parts de marché dans le long terme et réinvestir dans les autres domaines plus potentiels.

Par ailleurs, un autre problème demeure dans la gouvernance et l'éthique. La bonne gouvernance exige une transparence dans la gestion de la chose publique, une gestion saine des finances publiques. À cet effet, pour atteindre cette finalité, la RDC doit lutter contre la corruption, la concussion, le clientélisme, les tracasseries, le coulage des recettes, mettre en avant la conscience dans la gestion de la chose publique ; et la mise en place de sanction positive ou négative selon le cas.

Outre la problématique de la gouvernance, la RDC n'utilise pas pleinement ses ressources humaines en termes de main d'œuvre suite à un taux de chômage élevé.

Alors que la croissance inclusive se fonde sur la création des emplois de qualité, voie efficace et efficiente vers une réduction de la pauvreté et des inégalités. De ce fait, la création des emplois de qualité en RDC, doit découler du partenariat public-privé, le renforcement du secteur privé, l'augmentation des investissements massifs dans le secteur porteur, la diversification de sources de croissance, l'adéquation profil-emploi pour répondre au besoin de marché, et l'encouragement de l'entrepreneuriat.

4. PERSPECTIVES POUR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE ET DURABLE EN R.D. CONGO

La croissance économique inclusive représente une opportunité pour la réduction de la pauvreté et des inégalités en RDC. Le défi majeur demeure l'opérationnalisation du secteur propageur. Tout en reconnaissant que seul le secteur agricole ne peut résoudre cette problématique, voilà pourquoi les autres secteurs sont non négligeables et sont considérés comme de béquilles. L'inclusivité de la croissance que nous défendons se calque sur une ouverture économique et diversification de source de croissance.

De notre avis, l'ouverture économique devrait fournir à la RDC des capitaux nécessaires à la réalisation de sa politique de croissance et réduction de pauvreté à une seule condition : le pays doit être compétitif en matière d'échanges internationaux, à travers surtout une production de qualité, et répondre ainsi aux enjeux actuels de la mondialisation : la déréglementation, le décloisonnement et la désintermédiation. D'où une réforme profonde doit être menée au niveau de structure économique et le renforcement de contrôle à tous les niveaux.

À cet effet, la relance de la production compétitive qui tient compte à la fois du prix et de la qualité permet à la RDC de résoudre la problématique de l'insécurité alimentaire, de l'effondrement du secteur agricole, et de la redistribution des revenus car ce secteur occupe plus de 70% des activités de la population congolaise.

Mais aussi, d'améliorer le terme de l'échange. Sur le plan de la diversification de sources de croissance, nous estimons que l'investissement dans le secteur de l'eau (économie bleue) est un avenir pour la RDC vue les enjeux du réchauffement climatique. Cet investissement passe par l'instauration de l'autorité de l'Etat dans les espaces bleus. Sur le plan géographique, une polarisation spatiale des activités économiques en tenant compte de potentialité de provinces ; la promotion de la caisse nationale de péréquation pour réduire significativement les écarts du développement constatés ; l'installation de grandes entreprises de transformation de produits locaux dans chaque province pour faciliter l'accès à l'emploi de

qualité et diminuer l'exode rural ; la prise en compte de la situation genre, en finançant les projets d'émancipation ; La liaison du pays par les voies de communication (routes, aéroports, voies ferrées, etc.) pour faciliter la libre circulation de personnes et des marchandises.

Sur le plan financier, la réussite d'un système financier efficace nécessite une stabilité macroéconomique à long terme. Ce qui permettra la mise en place des marchés financiers et diversification de différents services financiers de qualité dans les provinces. Nous sollicitons une libéralisation du système financier qui passe par la définition des politiques prudentes par la Banque Centrale du Congo en faveur des services financiers en émergence : je cite l'argent électronique et l'inclusion financière effectuée à partir de réseaux téléphoniques qui ont la capacité d'atteindre une grande partie de la population.

Sur le plan social l'accent est mis sur la santé, l'éducation et la maîtrise de la démographie. Sur le plan sanitaire, la création de fonds national de santé publique pour faire face aux épidémies, pandémies qui surviennent de manière inattendues, mais aussi l'assurance de soins primaires gratuits à toutes les couches de la population. Sur le plan démographique, partant de l'expérience de l'Afrique du Nord, la stratégie proposée se base sur la planification familiale axée sur la sensibilisation. Envisager certaines incitations économiques et sociales, comme par exemple enseignement et santé publique gratuits pour les deux premiers enfants pour les familles qui acceptent la planification familiale.

L'éducation a toujours constitué un investissement clé pour l'avenir, pour les individus, pour l'économie et pour la société dans son ensemble. Elle devient la base d'un investissement immatériel, ou investissement intellectuel, dont la finalité est de produire et de reproduire le « stock » de capital humain. De ce fait, pour rendre le système éducatif efficace la RDC doit : promouvoir et diversifier l'enseignement technique pour répondre aux besoins de main d'œuvre qualifiée destinée aux emplois ; l'effectivité de la gratuité de l'enseignement doit s'accompagner d'une réforme profonde de leçon afin de déterminer le profil du nouveau citoyen congolais à long terme.

CONCLUSION

Cette recherche avait pour objectif d'évaluer dans un premier temps si la croissance économique de la RDC était inclusive ou pas. En second lieu, d'analyser les déterminants structurels et institutionnels qui bloquent l'inclusivité de la croissance économique en RDC. En s'appuyant sur une démarche hypothético-déductive et une modélisation par les Moindres Carrés Ordinaires (MCO) et l'approche d'Ali et Son, sur une période allant de 1985 à 2025, les résultats empiriques ont permis d'apporter des réponses claires quant à notre problématique du départ. Et, les résultats obtenus valident pleinement les hypothèses. Sur le plan théorique, cette recherche enrichit la littérature sur la croissance appauvrissante et la malédiction des ressources naturelles en Afrique Subsaharienne. Elle démontre que dans une économie en conflit ou post-conflit à forte rente minière, l'élasticité de la pauvreté par rapport au PIB ne dépend pas de la vitesse de croissance, mais plutôt de sa composition sectorielle et de la qualité des institutions et de la bonne gouvernance.

Ainsi, selon l'approche d'Ali et Son, les résultats obtenus démontrent que la croissance économique de la RDC n'est pas inclusive car, les opportunités créées ont été inégalement réparties. Cette inclusivité a été vérifiée également sur le plan géographique, social et financier. En outre, il n'y a pas une causalité entre la croissance de la RDC sur la pauvreté et le développement humain. Cette croissance s'était accompagnée des belles stratégies qui, malheureusement, n'ont pas réussi à reculer significativement la pauvreté et les inégalités suite aux causes exogènes. RDC. Cette recherche a abouti sur quelques recommandations :

Sur le plan de la ***gouvernance***, nous suggérons : la consolidation de la paix et le dialogue social sur toute l'étendue du territoire ; l'existence des sanctions positives et négatives ; l'indépendance du pouvoir judiciaire ; la mise en place de la gestion accès sur les résultats dans l'Administration Publique ; la dépolitisation des entreprises publiques ; la lutte contre la corruption, la concussion, le clientélisme, le régionalisme-tribalisme ; la mise en place d'un code accès sur social pour toutes les entreprises.

Sur le ***plan géographique***, nous recommandons : une polarisation spatiale des activités économiques en tenant compte de potentialité de chaque province ; la promotion de la caisse nationale de péréquation pour réduire significativement les écarts du développement constatés ; l'installation de grandes entreprises de transformation de produits locaux dans chaque province pour faciliter l'accès à l'emploi de qualité et diminuer l'exode rural.

Pour une **inclusivité financière**, nous recommandons : la libéralisation du système financier en définissant par la Banque Centrale des mesures prudentes pour l'encadrement de la monnaie électronique ; la création des banques d'investissements, dont la mise en place d'un siège représentation dans chaque province.

Sur **le plan social** (santé, éducatif, sécurité sociale, démographie, etc.), nous recommandons : Pour un **système de santé efficace** : La création d'un fond national de santé pour faire face à des épidémies, pandémies, qui surviennent de manière inattendue au lieu de tendre la main vers l'extérieur. Pour la maîtrise de la **démographie** : La planification familiale qui doit se faire soit par la méthode naturelle à travers la pratique de calendrier soit par la méthode artificielle à travers les implants, les contraceptifs, etc.

En effet, malgré la robustesse de notre modèle économétrique, cette étude présente certaines limites qui ouvrent la voie à des recherches futures. D'une part, l'utilisation des données macroéconomiques agrégées tend à masquer les disparités provinciales profondes et d'autre part, le poids exact de l'économie informelle qui échappe par définition aux comptabilités nationales de la Banque Centrale.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

A) Les ouvrages

1. Abraham G. (2021), *Dynamique économique*, Edition Dalloz, Paris.
2. Acemoglu et al. (2024), *Pouvoir et Progrès : notre lutte de mille ans entre technologie et prospérité*, Nouveaux Horizons, Paris.
3. Adamoh S. (2019), *Croissance économique sans développement en Afrique : la théorie de la croissance économique optimale*, l'Harmattan, Paris.
4. Avallion M. (2012), *The economics of Poverty : History, Measurement and Policy*, Banque Mondiale, Washington.
5. Bourguignon F. (2014), *le triangle pauvreté- croissance- inégalités*, Deboeck, Bruxelles.
6. Cohen A. (2003), *Sciences économiques et sociales*, Bordas, Paris.
7. Cohen A. (2022), *les informations de la prospérité*, Bordas, Paris.
8. Diebolt C. (2002), *La croissance économique dans le long terme : formes historiques et prospective*, l'Harmattan, Paris.
9. Dubois JL. (2010), *Inégalités, croissance et pauvreté en Afrique Subsaharienne*, l'Harmattan, Paris.
10. Easterly W. (2006), *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?*, Groupe Eyrolles, Paris.
11. J. Barro R. (2000), *Les facteurs de la croissance économique : une analyse transversale par pays*, Economica, Paris.
12. Kankwenda et al. (2023), *La transition vers l'agro-industrie en Afrique Centrale : leviers de diversification et d'inclusivité*, l'Harmattan, Paris.
13. Keita L. (2004), *Le fondement de la croissance et de la dynamique en économie*, l'Harmattan, Paris.
14. Makengo F. (2023), *Education et croissance économique en RDC (1980-2020)*, L'harmattan, Kinshasa-RDC.
15. Modibo T. (2014), *L'économie du développement*, l'harmattan, Paris.
16. Nshue A. (2014), *Croissance économique : une perspective africaine*, l'Harmattan, Paris.
17. SEN A. (2010), *L'idée de Justice*, Flammarion, Londres.

B) Les articles

1. Agarwal R. (2024), « Définir la croissance inclusive », dans Finances et Développement, n°61, p.26.
2. Ali et al. (2016), « *Mesure de la croissance Inclusive* », dans *Revue Asiatique de Développement*, n°24, p. 12.
3. Ilunga M. (2025), Economie numérique et inclusion financière en République Démocratique du Congo : le rôle disruptif du Mobile Money », dans *Revue Congolaise d'Economie et Développement* n°18, p.124.
4. Kabuya F., et al. (2025), Croissance d'enclave et répartition des revenus : une analyse de l'indice d'opportunité sociale en RDC rurale. *Afrique Contemporaine et Développement* n°41, p.67.
5. Kazadi Mbuyamba K. (2021), « Inclusivité de la croissance comme mécanisme de réduction de la pauvreté et des inégalités en RDC : analyse stratégique et opérationnelle sur le secteur propageur », dans *Recherches scientifiques Afriques (RSA)* n°04, p.71.
6. LACHAUD J. P. (2003), « La croissance économique en Afrique sub-saharienne est-elle pro-pauvres » ?, *Centre d'Economie du Développement*, n°83, p. 28.
7. LOKOTA M. et al. (2015), « *Comprendre la croissance inclusive* », dans *Revue Congolaise des politiques*, volume 1, numéro 2, p. 4.
8. Mukendi P. (2026), « Dynamique du marché du travail et chômage structurel en RDC : une vérification empirique de la loi d'Okun », dans *Annales Economiques de l'Université de Kinshasa*, n°14, p.90.
9. Nlandu C. (2024), « Gouvernance institutionnelle, coûts de transaction et barrières à l'investissement privé non-minier en RDC », dans *Revue Internationale des Sciences de Gestion* n°7, p.514.
10. Sangaré VP. (2026), « Croissance inclusive et bien-être : exploration des dimensions humaines et sociales du développement économique », dans *UEMOA-African Scientific Journal* n°3, p.113.
11. Kchirid et al. (2026), « La croissance inclusive et le développement social : investigation empirique à l'aide des modèles ECM cas du Maroc », dans *Revue Internationale des Economistes* n°11, 87.